

*Première partie*

**« La guerre de trente ans »  
(1914-1945)**

*« La guerre contre l'Allemagne a commencé en 1914. [...] Le monde fait la guerre de trente ans, pour ou contre la domination universelle du germanisme ».*

Charles de Gaulle, discours du 17 septembre 1941  
à la radio de Londres.

*« En l'espace d'une vie d'hommes nous avons été trois fois envahis par nos voisins d'outre-Rhin. Ils n'y ont [...] pas gagné grand-chose. Mais nous y avons beaucoup perdu, au point qu'aujourd'hui [...] l'équilibre du monde se trouve compromis ».*

Charles de Gaulle, discours du 28 juillet 1946  
à Bar-le-Duc (Meuse).

Les historiens font traditionnellement commencer le xx<sup>e</sup> siècle en 1914, avec l'embrassement de l'Europe qui débouche progressivement sur une guerre mondiale. Depuis le Congrès de Vienne en 1815 qui avait mis fin aux guerres napoléoniennes, régnait une relative « paix de 100 ans » entre les grandes puissances européennes que Karl Polanyi a mise en évidence dans *La Grande Transformation* (1944). Certes, des conflits majeurs les avaient impliquées, à l'instar de la guerre de Crimée ou des guerres d'unification allemande et italienne. Mais aucun conflit généralisé n'avait ensanglanté le continent. L'année 1914 marque donc une double rupture : elle achève un monde ancien par le déclenchement d'une guerre qui devient pour la première fois mondiale et inaugure un monde nouveau tant l'ampleur des combats marque profondément les sociétés. Tomáš Masaryk, premier président de l'État tchécoslovaque né des bouleversements politiques et territoriaux issus du conflit, estime en 1919 que l'Europe est « un laboratoire sur un immense cimetière ». Les pertes humaines sont considérables, l'expérience combattante a transformé à jamais tous ceux qui l'ont vécue et les violences envers les civils ont été innombrables.

L'empreinte de la Grande Guerre est durable. Les sorties de guerre sont longues. Les insatisfactions nées des traités de paix sont à l'origine de ressentiments si nombreux qu'ils empoisonnent les relations internationales pendant toute la période de l'entre-deux-guerres. Ils provoquent de nouveaux conflits armés toujours plus meurtriers pour les civils et sont le terreau des régimes totalitaires qui émergent en Italie puis en Allemagne. En URSS, suite aux conséquences de la révolution bolchevique de 1917, un nouveau régime apparaît dont l'idéologie diverge des pays fascistes mais dont le fonctionnement est comparable. Communisme, fascisme et nazisme deviennent des modèles politiques qui suscitent la haine des démocrates mais qui exercent une attraction réelle sur des millions de personnes.

Les logiques qui mènent de la Première Guerre mondiale à la Seconde sont nombreuses. Si chaque conflit a ses dynamiques propres, s'il faut se garder de tout déterminisme et d'une vision téléologique de l'Histoire, 1914-1945 semble bien constituer une période cohérente, une « guerre de trente ans » que les citations du général de Gaulle citées précédemment illustrent. Plus encore que pendant la Grande Guerre, le second conflit mondial plonge le monde dans la barbarie

avec ses massacres à grande échelle, ses tueries de masse et le génocide des juifs. Verdun, Guernica, Auschwitz, Hiroshima sont autant de symboles qui, dans la mémoire collective, caractérisent cette « ère de catastrophes » (Eric Hobsbawm) ou « guerre civile européenne » (Enzo Traverso).

Dans quelle mesure la totalisation de la guerre et les « violences de guerre » entre 1914 et 1945 ont-elles transformé l'expérience combattante et la condition des civils? Quelles mutations politiques, économiques et sociales majeures le monde connaît-il après la Grande Guerre? Pourquoi une Seconde Guerre mondiale a-t-elle été déclenchée seulement vingt ans après la fin de la Première? En quoi l'année 1945 annonce-t-elle un monde nouveau?

## Chapitre 1

# **La Grande Guerre (1914-1918) et ses conséquences sur le xx<sup>e</sup> siècle**

*« Nous avons passé trois jours couchés dans les trous d'obus sans la moindre goutte d'eau à boire et dans une terrible puanteur de cadavres ».*

Karl Fritz, soldat allemand,  
dans une lettre à sa famille, 16 août 1916.

*« Politique intérieure, je fais la guerre ; politique extérieure, je fais la guerre. Je fais toujours la guerre ».*

Discours de Georges Clemenceau, président du Conseil,  
à la Chambre des députés à Paris, 8 mars 1918.

*« Les Gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés ».*

Article 231 du traité de Versailles, 28 juin 1919.

Si la Première Guerre mondiale a lieu de l'été 1914 à l'automne 1918, plus aucun historien ne l'étudie aujourd'hui uniquement dans ces limites chronologiques. L'analyse de ses origines, que l'on peut faire remonter au xix<sup>e</sup> siècle, mais aussi ses conséquences, comme l'affrontement gréco-turc, sont nécessaires pour en saisir les enjeux dans une chronologie élargie. Le début du xx<sup>e</sup> siècle est celui d'un accroissement des tensions entre les nations, d'un renforcement des alliances diplomatico-militaires et d'une « psychose de guerre » dont la formule, sans doute excessive tant les déclarations de guerre surprennent en 1914, caractérise bien malgré tout l'idée d'un sentiment diffus et partout partagé qu'un conflit se profile à l'horizon en Europe. Son déclenchement l'été 1914 en fait immédiatement une guerre européenne, puis mondiale en raison des empires coloniaux et de l'entrée des États-Unis dans l'affrontement en 1917. La guerre des tranchées à l'Ouest, les

nouvelles armes toujours plus destructrices et l'implication croissante des civils qui subissent de multiples violences en sont les caractéristiques majeures.

L'étude de la Première Guerre mondiale est aujourd'hui inséparable de celle de la « culture de guerre », particulièrement mise en évidence par des historiens français (Jean-Jacques Becker, Annette Becker, Stéphane Audoin-Rouzeau) mais aussi étrangers (Jay Winter, John Horne, Gerd Krumeich). Elle permet de comprendre la détermination à résister à la durée et à la dureté d'une guerre nouvelle. Elle désigne l'ensemble des représentations, des attitudes et des pratiques des années de guerre et illustre sa totalisation, entamée avec la Grande Guerre (l'expression apparaît en 1915) et qui trouve son apogée dans la Seconde Guerre mondiale, après franchissement de plusieurs seuils de violence.

Les armistices ne signifient pas partout la fin des combats. Les sorties de guerre sont longues et les traités de paix qui remodelent la carte de l'Europe sont la source de mécontentements innombrables qui portent les germes des conflits futurs.

Comment les populations conçoivent-elles leur rôle au sein de la défense nationale ? En quoi la Première Guerre mondiale représente-t-elle une rupture majeure dans les nouvelles formes de violence qui touchent les combattants comme les civils ? Comment les sociétés se sont-elles rétablies dans la paix ? Dans quelle mesure peut-on parler de la Première Guerre mondiale comme d'une guerre « matrice » du xx<sup>e</sup> siècle qui permet d'expliquer les conflits qui l'ont suivie ?

## I. Les origines et les phases d'une guerre mondiale

Si la chronologie des origines de la guerre varie selon les perspectives nationales et les critères retenus, il est incontestable que le début du xx<sup>e</sup> siècle correspond à l'exacerbation des rivalités entre les grandes puissances européennes. Les alliances antagonistes et les nationalismes sont à l'origine de tensions toujours plus vives qui conduisent les États à renforcer leur armée respective. Les crises qui se multiplient sont autant de signes avant-coureurs, dont la « poudrière des Balkans » est le symbole.

L'attentat de Sarajevo et ses conséquences au cours de l'été 1914 plongent l'Europe en quelques jours dans la guerre. Tous les belligérants mobilisent des armées considérables pour en finir au plus vite. Mais l'illusion d'une guerre courte fait long feu. Le conflit va durer quatre ans et se mondialiser. Fin 1918, les armistices mettent fin à la grande tuerie.

## A. Une situation de « paix armée »

### 1. Alliances antagonistes et force des nationalismes

- **Le système d'alliances**

L'Europe en 1914 est divisée par deux systèmes d'alliances antagonistes.

Le plus ancien est la Triple-Alliance (ou Triplice), un traité strictement défensif qui lie depuis mai 1882 l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Il est l'aboutissement de la diplomatie menée par le chancelier allemand Otto von Bismarck dont l'objectif était d'isoler la France sur le continent. Si l'Italie a choisi d'y adhérer après son humiliation dans l'affaire tunisienne (la France impose un protectorat à la Tunisie en 1881), elle reste néanmoins un point faible pour ses alliés. D'une part, elle n'a pas renoncé à ses « terres irrédentes », c'est-à-dire aux territoires qu'elle revendique (Trentin, Haut-Adige, Istrie, Dalmatie) et qui font partie intégralement de l'Autriche-Hongrie. D'autre part, elle se rapproche de la France à partir de 1896 pour des raisons commerciales et financières. En juin 1902, elle renouvelle le traité de la Triple Alliance avec ses alliés mais signe également un accord secret qui la lie à la France. Il stipule qu'en cas de guerre franco-allemande, l'Italie devra rester neutre si l'Allemagne est l'agresseur, ou si la France, suite à une provocation directe, devait prendre l'initiative de la guerre. En 1907, puis en 1912, la Triplice est à nouveau renouvelée par ses trois membres.

La Triple Entente (France, Russie, Royaume-Uni) est une construction plus récente. La France et la Russie sont les deux premiers pays à se rapprocher. Dès août 1892, ils signent une convention militaire secrète. Elle stipule qu'en cas d'attaque de l'Allemagne, la France obtiendra un soutien militaire total de la Russie et que si la Russie était agressée par l'Allemagne, ou par l'Autriche-Hongrie appuyée par l'Allemagne, la France mobiliserait son armée contre cette dernière. Cette convention est ratifiée par le tsar en décembre 1893 et par la France en janvier 1894. Elle fait sortir Paris de l'isolement diplomatique, fier de cette entente avec un pays qui peut prendre l'Allemagne à revers en alignant un grand nombre de fantassins : c'est le fameux « rouleau compresseur russe ». Ce rapprochement diplomatico-militaire est associé au lancement sur le marché financier français des fameux emprunts russes sur lesquels la Russie compte pour sa modernisation. La France se rapproche aussi du Royaume-Uni après l'incident de Fachoda en 1898 au Soudan. Les deux pays signent une convention en mars 1899 qui délimite les zones d'influence respectives en Afrique. C'est un premier pas vers l'Entente cordiale d'avril 1904 qui lie Paris et Londres. L'accord ne prévoit aucune clause de politique générale mais liquide tous les contentieux entre les deux puissances. En 1907, une Triple Entente naît lorsque un accord anglo-russe est signé.

### ● **Les nationalismes**

La rivalité franco-allemande est forte depuis 1871. La guerre perdue par la France en 1870-1871 et le traité de Francfort de mai 1871 qui lui a retiré l'Alsace-Moselle ont été un véritable traumatisme. Mais l'esprit de revanche s'est estompé au fil des ans. Cela fait plus de 40 ans en 1914 que les « provinces perdues » sont allemandes et considérer que toute la France regarde la « ligne bleue des Vosges » est un mythe. De surcroît, l'expansion économique que les anciens départements français vivent au sein de l'État allemand, la politique anticléricale menée par Paris au début du siècle qui a effrayé (loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905), et le temps qui passe ont substitué au discours « protestataire » des premières années, hostile à l'annexion, des revendications « autonomistes » qui acceptent le fait accompli mais qui désirent une plus grande autonomie locale. Cependant, la question de l'Alsace-Moselle empoisonne les relations franco-allemandes et empêche toute tentative de réconciliation. De plus, si Guillaume II accorde en 1911 une constitution à l'Alsace qui fait siéger un parlement à Strasbourg, la population considère le geste insuffisant et regrette une gestion commune avec des fonctionnaires allemands. Des incidents éclatent en 1913, comme celui de Saverne, qui illustrent le maintien d'une hostilité au gouvernement de Berlin.

Les revendications autonomistes ou indépendantistes des minorités nationales dans certains États, qui refusent l'assimilation ou qui se considèrent comme asservies, remettent aussi en cause l'existence de ces derniers. Le mouvement national polonais, qui s'appuie sur l'Église catholique, est particulièrement actif. Il aspire à la création d'une Pologne indépendante entre l'Allemagne et la Russie. En Autriche-Hongrie, les mouvements nationaux peuvent conduire à l'éclatement de l'Empire des Habsbourg. À l'antagonisme austro-hongrois partiellement réglé par le compromis de 1867 qui a créé la « double monarchie », s'ajoutent les protestations de populations slaves (Polonais, Tchèques, Slovaques, Bosniaques, Serbes, Slovènes, Croates) ou d'autres minorités (Italiens, Roumains). L'idée yougoslave, dont l'objectif est de regrouper les peuples slaves du Sud de l'Europe autour de la Serbie, progresse. Depuis l'assassinat du roi de Serbie Alexandre I<sup>er</sup> en 1903, pro-autrichien, la nouvelle dynastie régnante est très anti-autrichienne et Vienne s'en inquiète. L'hostilité est grandissante face aux actions de Belgrade. Enfin, jusqu'en 1913 dans les Balkans, l'empire ottoman affaibli depuis sa défaite de 1878 domine toujours des peuples chrétiens comme les Bulgares ou les Grecs.

Les idéologies nationalistes sont aussi manifestes dans les États, au sein d'organisations plus ou moins actives qui exaltent le sentiment national et qui mènent une propagande en faveur d'une politique expansionniste. En Russie, le panslavisme a pour but de protéger les peuples slaves du Sud de l'Europe qui vivent sous la domination de l'Autriche-Hongrie ou de l'empire ottoman. Le tsar rêve toujours de dominer les détroits qui lui donneraient un accès à la mer Méditerranée. En Allemagne, la ligue pangermaniste créée en 1891, très militariste et au sein de laquelle la supériorité de la « race germanique » est mise en avant, estime que l'expansion est indispensable au développement économique, démographique et

à la puissance de la nation. Le rêve d'une « Grande Allemagne » qui dominerait l'Europe centrale (*Mitteleuropa*) est omniprésent. Le danger que représente le monde slave pour la germanité est du reste très diffusé par le nationalisme *völkisch* (ethno-culturel) qui influence beaucoup les dirigeants, de même que la thèse de l'encerclement (*Einkreisung*) par les puissances hostiles. En France, le nationalisme est surtout conservateur. Il est teinté d'antisémitisme et de xénophobie, chez Maurice Barrès et Charles Maurras par exemple, ou au sein des ligues comme celle des Patriotes de Paul Déroulède (mort en janvier 1914), dont l'influence reste toutefois limitée. Si l'Action française de Maurras est germanophobe, elle s'attache malgré tout plus à critiquer la démocratie et la République qu'à encourager une guerre contre l'Allemagne. En Italie, le nationalisme se manifeste par l'irréductibilisme. Il est défendu par des hommes de lettres comme Gabriele d'Annunzio ou Enrico Corradini qui défendent l'expansion et qui influencent plus la jeunesse intellectuelle que les masses populaires. Certains comme Giuseppe Papini ou Giuseppe Prezzolini font l'apologie de la guerre.

De nouveaux impérialismes apparaissent aussi en dehors de l'Europe. Le Japon, qui connaît un formidable essor depuis le début de l'ère Meiji (1868), et les États-Unis sont devenus deux grandes puissances. Le Japon a colonisé l'île de Formose en 1895 et a mené une guerre victorieuse contre la Russie en 1905 qui lui a permis d'annexer le Sud de l'île de Sakhaline, les îles Kouriles et de s'emparer de Port-Arthur en Chine. En 1910, la Corée devient aussi une colonie japonaise. Les États-Unis se sont quant à eux emparés des îles Hawaï et à partir de 1898 (guerre contre l'Espagne), ils dominent les Philippines, Porto Rico et Guam, tout en faisant de Cuba un protectorat. Leurs interventions à l'étranger se multiplient aussi comme à Panama pour percer le canal ou au Nicaragua en 1911, en même temps que la « diplomatie du dollar » encourage les investissements à l'étranger.

## 2. Des crises à répétition

### ● Les crises marocaines

L'Allemagne, qui possède moins de colonies que la France et la Grande-Bretagne en raison de son arrivée tardive dans la conquête coloniale, s'estime bafouée dans ce domaine et n'hésite pas à faire preuve de grande fermeté lorsqu'un territoire est convoité par l'une de ces puissances. En 1905 puis en 1911, elle s'oppose à la France à propos du Maroc.

En 1905, l'empereur Guillaume II se pose en défenseur de l'indépendance du Maroc que la France voudrait coloniser. La conférence internationale d'Algésiras près de Gibraltar, qui a lieu de janvier à avril 1906, doit permettre de régler cette question marocaine. Mais l'Allemagne est isolée. La France reçoit le soutien de l'Angleterre et de la Russie, tandis que l'Autriche-Hongrie se désintéresse du problème. Malgré tout, Paris n'a pas obtenu entière satisfaction et le Maroc reste un territoire non colonisé. Mais à partir de 1907, les troubles intérieurs innombrables offrent de nombreux prétextes à l'armée française pour intervenir.